

Unité bi-départementale Calvados - Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 08/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORMANDIE

Les Aucrais
14190 Cauvicourt

Références : 2023-565
Code AIOT : 0005300625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement SUEZ RV NORMANDIE implanté Les Aucrais 14190 Cauvicourt. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORMANDIE
- Les Aucrais 14190 Cauvicourt
- Code AIOT : 0005300625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation SUEZ RV Normandie dite des Aucrais, située sur les communes de Bretteville-le-Rabet, Cauvicourt et Urville, est autorisée par arrêté préfectoral du 30/03/2005 modifié. Elle est

notamment constituée :

- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 1" en post-exploitation ;
- de la zone de stockage de déchets non dangereux "Aucrais 2" en cours d'exploitation (le casier en cours d'exploitation à la date de la visite est le 4F) ;
- d'une déchetterie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réception du nouveau casier
- Suite de l'inspection du 8 novembre 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mesure des hauteurs de lixiviats suite inspection 11/2022	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Cartographie émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 21 IV	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Travaux de recouverture du casier 4E	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Aménagement du futur casier 5A	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Montant des garanties financières cautionnées	Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 19	/	Sans objet
2	Réception du casier 4G	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Sans objet
4	Rejets torchère	AP Complémentaire du 06/12/2010, article article 2.2	/	Sans objet
6	Limitation des envols	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 33	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite avait pour motif principal la réception du nouveau casier de stockage n° 4G. Outre cette réception de casier, plusieurs points abordés en inspection appellent des actions correctives et des compléments de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Montant des garanties financières cautionnées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2005, article 19
Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières cautionnées
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Pour la période 2021-2023, le montant des garanties financières, tel que modifié par l'arrêté complémentaire du 15/05/2023, s'élève à 5 758 692,48 € TTC.
Constats : Outre le montant des garanties à cautionner, l'article 19 de l'arrêté d'autorisation prévoit que le renouvellement des garanties financières "doit être produit 6 mois avant leur date d'échéance". Le jour de la visite, les garanties étaient alors cautionnées par un acte du 06/10/2020 valable jusqu'au 31/12/2023, à hauteur de 4 363 433,99€. En conclusion, le montant des garanties cautionnées lors de l'inspection était inférieur à celui fixé par le dernier arrêté préfectoral et l'acte devant renouveler ces garanties au-delà du 31/12/2023 n'avait pas été renouvelé dans le délai d'anticipation de 6 mois requis. L'exploitant a transmis le 06/09/23 le nouvel acte de cautionnement des garanties financières associé à la zone en exploitation "Aucrais 2". Celui-ci est conforme au montant attendu et est valable jusqu'au 30/08/2026. Pour mémoire, les garanties financières associées à la zone "Aucrais 1", en post-exploitation, sont cautionnées par le biais d'un acte du 16/02/2022, valable du 01/07/2022 au 31/12/2024.
Observations : L'exploitant doit veiller à transmettre les prochains actes renouvelant les garanties financières (pour Aucrais 1 comme pour Aucrais 2), dans le délai anticipé fixé par l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réception du casier 4G

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Réception de casier d'ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission de déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : L'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le 31/07/2023 un dossier relatif à la réalisation du casier 4G. L'ensemble des éléments ont fait l'objet d'un examen documentaire approfondi. Le dossier de conformité réglementaire rédigé par l'organisme tiers (Koméa, daté du 03/07/2023), les rapports de contrôleur externe rédigé par cet organisme pour la BSP et la BSA, les relevés topographiques et le rapport de contrôle vidéographique des drains lixiviats concluent à la recevabilité des aménagements réalisés. Les prescriptions techniques applicables ont également été vérifiées par sondage par l'inspecteur des installations classées (par exemple : surface de fond de casier, côte de fond de casier, épaisseurs des différentes couches de matériaux, conformité des mesures de perméabilité, etc). La présente inspection du 24/08/2023 a permis de procéder à un examen visuel du respect des prescriptions, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avant tout dépôt de déchets dans le casier. Les constatations visuelles ont porté sur les seules parties visibles à l'issue de l'aménagement du casier : géométrie globale du casier, mise en œuvre de géotextiles de protection de la géomembrane, bonne répartition du massif drainant en fond de casier, emplacement du puits de collecte des lixiviats. Au regard de l'ensemble des informations communiquées par l'exploitant et des constats effectués sur site, et sous réserve de la reprise de la jointure (thermocollage défaillant) entre deux lés de géotextile au niveau du flanc sud, le casier 4G apparaît apte à recevoir des déchets. Par courriel du 01/09/23, l'exploitant a justifié (photos à l'appui) que le thermocollage défaillant des 2 lés de géotextile a été correctement repris.
Observations : Avant la réception des premiers déchets dans le casier 4G, l'exploitant devra transmettre à l'inspecteur par courriel un rapport photographique justifiant du bon régalage du drainant au niveau des 3 points d'observation des drains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesure des hauteurs de lixiviats suite inspection 11/2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 13
Thème(s) : Risques chroniques, lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>"Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que, hors période de ressuyage, la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9[...], sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau peut être contrôlé."</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du 8 novembre 2022, il avait été constaté des hauteurs de lixiviats supérieures à 30 cm (hauteur maximale définie à l'arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 13). L'exploitant a répondu par courrier du 16 janvier 2023, avoir modifié la programmation des pompes sauf pour le casier 2C et 3E où il y avait un défaut de pompe. Les pompes étaient sous-dimensionnées. L'exploitant indiquait également que le changement des pompes était programmé.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant précise que les pompes des casiers 2C et 3E ne sont toujours pas changées. Le niveau de lixiviats est toujours non conforme : supérieur à 30 cm d'après l'exploitant. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir lors de l'inspection le dernier relevé des hauteurs de lixiviats, pour l'ensemble des casiers.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant <u>sous un délai d'un mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de fournir le planning de changement des pompes 2C et 3E ainsi que les justificatifs de leur mise en place. L'exploitant ayant indiqué une mise en service en septembre. - de fournir à l'inspection de tableau des relevés mensuels sur le dernier trimestre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Rejets torchère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>"Nonobstant les éventuelles dispositions spécifiques stipulées par ailleurs, tout rejet dans l'atmosphère doit respecter les valeurs limites en polluants suivantes : [...], CO < 50 mg/Nm3, [...]"</p> <p>"A minima une fois par an, l'exploitant fait réaliser, par un organisme tiers, un contrôle du bon état des équipements de destruction par combustion du biogaz."</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de l'APAVE du 06/06/2023. Celui ci a été communiqué à l'inspection par courriel le 08/09/2023.</p> <p>La valeur moyenne de CO dans les rejets de la torchère des Aucrais II est de 30mg/Nm3. Valeur conforme à l'arrêté préfectoral (<50mg/Nm3)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cartographie émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 21 IV
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires [...] L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a demandé l'envoi des résultats de la cartographie des émissions diffuses réalisée au mois de mai 2023. L'exploitant l'a transmis par courriel le 08/09/2023. Des puits présentent des concentrations en CH4 supérieur à 300ppm. Il est demandé à l'exploitant de reprendre l'étanchéité de ces puits et de fournir les pièces justifiant l'étanchéité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Limitation des envols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article article 33
Thème(s) : Risques chroniques, conduite exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: II. - Le mode de stockage permet de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. Si nécessaire, l'exploitant met en place un système, adapté à la configuration du site, qui permet de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés. Il procède régulièrement au nettoyage des abords de l'installation. L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15jours d'exploitation. [...]
Constats : L'exploitant a mis en place des filets pour limiter les envols au niveau du quai de déchargement. L'inspection a pu constater la mise en place de clôtures « moutons » sur les anciens casiers de la zone 2, afin de récupérer sur le site les autres éventuels envols. L'exploitant explique qu'une procédure « grands vents » est en cours de rédaction. Le 2 août 2023, jour où il y a eu un épisode de vents tempétueux localement, l'exploitant a interdit pour la première fois le déchargement des camions contenant des refus de tri et des DIB. Comme cela a été proposé lors de la dernière réunion du comité de suivi du site, l'inspection invite l'exploitant à échanger avec les maires des communes limitrophes sur le sujet afin de cartographier les zones les plus sujettes aux retombées de déchets envolés et vérifier que la disposition actuelle des filets ainsi que l'orientation du quai limitent au maximum les envols.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Travaux de recouvrement du casier 4E

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Réception de casier d'ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier autorisé au sein d'une zone à exploiter, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant, dans un délai de six mois, son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.</p>
<p>Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que les travaux de recouvrement définitive du casier 4E ont débuté, alors que l'exploitant n'a pas transmis le programme des travaux de réaménagement final.</p> <p>Il a également été constaté que des travaux d'aménagement de piste sont en cours sur les anciens casiers (a priori 3D et 4D) et altèrent la couverture définitive de ces casiers (retrait de la couverture et de la géomembrane d'étanchéité, décaissements ponctuels d'anciens déchets, selon l'exploitant).</p> <p>Cet aménagement n'a fait l'objet d'aucune information préalable auprès de l'inspection</p>
<p>Observations : Au-delà du défaut de transmission du programme de travaux de réaménagement du casier 4E, il apparaît nécessaire que l'exploitant présente un tableau d'avancement des travaux de réaménagement des casiers de la zone 4. Ce tableau est attendu sous 2 mois également.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Aménagement du futur casier 5A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Réception de casier d'ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.</p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.</p> <p>Le début des travaux pour réalisation de la barrière d'étanchéité passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.</p> <p>Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que l'aménagement du casier 5A a débuté, et est même bien avancé (BSP terminée, pose de la BSA en cours sur les flancs), alors que l'exploitant n'a ni transmis le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive, ni signalé le début des travaux de réalisation de la BSP.</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriels (du 25/08/23 et 07/09/23) les principaux renseignements relatifs aux travaux en cours, précisant que ceux-ci ont débuté le 25 mai 2023. Ce programme n'est pas satisfaisant : pas d'information sur la géométrie du casier, sa superficie, les volumes de terres argileuses apportées, le nombre et le type de contrôle d'étanchéité pratiqués, etc.. Il ne comporte que des généralités.</p> <p>Il a également été constaté que les rouleaux de géomembranes entreposés en attente de déploiement n'étaient pas stockés dans le respect des recommandations ASQUAL (stock sur 3 épaisseurs, à même le sol qui contient des résidus de drainant contondants. Par courriel du 01/09/23, l'exploitant a justifié (photo à l'appui) que les conditions d'entreposage de ces équipements ont été corrigées.</p> <p>Enfin, il a été procédé à un contrôle des qualifications professionnelles du chef de chantier de l'entreprise EGC Galopin, en charge de l'aménagement de la BSA. Celui-ci a présenté sa carte d'habilitation ASQUAL à la fonction de chef de chantier et sa carte d'habilitation ASQUAL à la fonction de soudeur de PEHD. Ces 2 habilitations sont toujours valables.</p> <p>Observations : Le programme détaillé d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive doit être corrigé afin de répondre aux attendus réglementaires et transmis sous 2 mois.</p> <p>Les conditions non conformes d'entreposage des rouleaux de géomembrane devront être portées à la connaissance du contrôleur externe, qui devra impérativement le mentionner dans le dossier</p>

des ouvrages exécutés. Une vigilance accrue du contrôleur externe est attendue lors de l'examen de la géomembrane disposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois